



Commission ontarienne d'examen Plan d'activités 2012-2015

Table des matières

Introduction.....	3
Historique	3
Mandat.....	4
Aperçu des activités et des programmes actuels et à venir de la Commission.....	5
Structure organisationnelle.....	6
Effectif.....	7
Orientation stratégique	8
Initiatives auxquelles participent des tiers	8
Gestion de l'information et technologie de l'information	9
Sensibilisation et apprentissage continu	9
Relation avec le ministère de la Santé et des Soins de longue durée	10
Analyse du contexte : évaluation des enjeux auxquels fait face la Commission	11
Ressources nécessaires pour atteindre les buts et les objectifs	13
Charges de fonctionnement proposées.....	14
Mesures du rendement et objectifs.....	14
Évaluation et gestion du risque.....	16
Plan de communication	18

Introduction

La Commission ontarienne d'examen (la « Commission ») est un tribunal décisionnel constitué en vertu de la partie XX.1 du *Code criminel* du Canada. Chaque province et territoire du Canada est tenu de constituer une commission d'examen afin de superviser et de déterminer les questions relatives à la liberté des personnes que les tribunaux ont reconnues inaptes à subir leur procès (« inaptes ») ou qui ont fait l'objet d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux, de maintenir sa compétence sur les personnes ainsi accusées et de rendre des décisions qui permettent d'optimiser la liberté de la personne tout en protégeant le public.

Historique

1892 – En adoptant l'avant-projet du *British Criminal Code* du XIX^e siècle pour constituer son premier *Code criminel*, le Canada a adopté un système permettant de gérer cette population d'accusés atteints de troubles mentaux. Selon les dispositions législatives de ce système, le lieutenant-gouverneur de chaque province avait la garde des accusés souffrant de troubles mentaux. Les décisions du lieutenant-gouverneur n'exigeaient les commentaires officiels d'aucun organisme; cependant, dans la plupart des cas, une commission consultative examinait les dossiers et formulait des recommandations à l'intention du lieutenant-gouverneur.

En Ontario, cette commission s'appelait la Commission d'examen du lieutenant-gouverneur et la loi limitait son mandat à seulement faire part au lieutenant-gouverneur de ses constatations, opinions et conclusions. Les personnes faisant l'objet d'un mandat du lieutenant-gouverneur étaient gardées sous surveillance stricte jusqu'à ce que le lieutenant-gouverneur fasse connaître son bon vouloir par voie de mandat délivré en son nom.

1991 – La Cour suprême du Canada a éliminé le système que le *Code criminel* avait mis en place pour gérer le cas des personnes reconnues inaptes à subir leur procès ou ayant fait l'objet d'un verdict de non-culpabilité pour cause d'aliénation, jugeant que des parties du système violaient les droits de l'accusé définis dans la *Charte canadienne des droits et libertés*. La Cour a enjoint au gouvernement fédéral de concevoir un nouveau système de supervision des accusés atteints de troubles mentaux. Le projet de loi C-30 a été adopté le 4 février 1992, créant des commissions d'examen dans chaque province et territoire.

1992 – Les modifications apportées par le projet de loi C-30 ont modernisé les termes du *Code criminel*. Avant cette année-là, certains termes y figuraient depuis plus de 100 ans. Par exemple, le verdict de « non-culpabilité pour cause d'aliénation » a été remplacé par celui de « non-responsabilité criminelle ». Le projet de loi C-30 a converti les commissions « consultatives » en commissions d'examen ayant un pouvoir décisionnel, dont les responsabilités ont été élargies afin qu'elles rendent effectivement l'« ordonnance », que l'on appelle désormais « décision ». Il a éliminé la « surveillance stricte » d'office à la suite d'un verdict de non-responsabilité criminelle rendu par les tribunaux. Au lieu de cela, ces derniers peuvent désormais tenir une audience sur la décision immédiatement après le verdict et rendre leur propre décision à l'égard de

l'accusé. L'essentiel du projet de loi C-30 se trouve dans la partie XX.1 du *Code criminel*. De plus, le critère de « l'inaptitude à subir un procès » a été inclus pour la première fois dans le *Code criminel*.

Le projet de loi C-30 a en outre éliminé le rôle que le lieutenant-gouverneur jouait dans le processus d'examen, ce qui a mis fin à ce que l'on appelait le système de mandat du lieutenant-gouverneur.

Mandat

Le mandat de la Commission consiste à examiner les cas des personnes qui ont été jugées inaptes à subir leur procès ou qui ont fait l'objet d'un verdict de non-responsabilité criminelle à la suite de la perpétration d'un crime pour cause de troubles mentaux.

Comme nous l'avons mentionné, le *Code criminel* ordonne que chaque province et territoire constitue ou désigne une commission d'examen qui supervisera les personnes qu'un tribunal a jugées inaptes à subir leur procès ou qui ont fait l'objet d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux :

Une commission d'examen est constituée ou désignée pour chaque province; elle est constituée d'un minimum de cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province et est chargée de rendre ou de réviser des décisions concernant les accusés qui font l'objet d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux ou qui ont été déclarés inaptes à subir leur procès... La commission est réputée avoir été constituée en vertu du droit provincial. (art. 672.38)

La Commission ontarienne d'examen est un tribunal d'arbitrage indépendant régi par le *Code criminel* du Canada et des parties de la *Loi sur les enquêtes publiques*.

Contrairement aux organismes d'arbitrage créés aux termes d'une loi provinciale, la Commission ontarienne d'examen n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*. Les appels des décisions de la Commission ontarienne d'examen sont interjetés directement devant la Cour d'appel de l'Ontario.

La Commission est tenue par la loi de rendre des décisions annuelles pour chaque accusé relevant de sa compétence et, ce faisant, elle doit tenir compte de la nécessité de protéger le public face aux personnes dangereuses, de l'état mental de l'accusé et de ses besoins, notamment de la nécessité de sa réinsertion sociale. En remplissant ce mandat, la Commission doit accorder une attention appropriée aux intérêts de toutes les personnes participant à ce processus. Dans la pratique, il lui incombe de tenir plus de 2 000 audiences par année mettant en cause environ 1 600 personnes qui relèvent de sa compétence, en plus de traiter les décisions et de rédiger les motifs de celles-ci dans le but de respecter les obligations prescrites par la loi.

Dans le cadre d'audiences quasi judiciaires, la Commission rend ou examine des décisions, qui définissent les restrictions imposées aux libertés de l'accusé. Les parties à une audience comprennent l'accusé, la personne responsable de l'hôpital dans lequel

l'accusé est détenu ou auquel il se rapporte et peuvent comprendre le procureur général de la province où la décision doit être rendue ou à partir de laquelle l'accusé est transféré, ainsi que toute autre personne qui a un intérêt important à l'égard de la protection des intérêts de l'accusé.

Aperçu des activités et des programmes actuels et à venir de la Commission

Fonctions de base

La fonction de base de la Commission consiste à tenir des audiences et à rendre des décisions conformément à la partie XX.1 du *Code criminel*.

Lorsqu'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux ou d'inaptitude à subir son procès est rendu, la commission d'examen doit tenir une audience et rendre une décision au plus tard 45 jours après que le verdict a été rendu. Le tribunal peut prolonger le délai préalable à la tenue d'une audience jusqu'à un maximum de 90 jours après le prononcé du verdict.

À la suite d'une audience, la Commission ontarienne d'examen rend l'une des trois décisions suivantes :

- 1) une libération inconditionnelle (à la suite d'un verdict de non-responsabilité criminelle seulement), si l'accusé ne représente pas un risque important pour la sécurité du public;
- 2) une décision portant libération de l'accusé sous réserve des conditions jugées indiquées;
- 3) une décision portant détention de l'accusé dans un hôpital sous réserve des conditions jugées indiquées.

Après avoir rendu une décision, la commission d'examen doit tenir une nouvelle audience dans les 12 mois et tous les 12 mois par la suite, tant que la décision rendue est en vigueur, pour revoir toute décision rendue à l'égard d'un accusé, à l'exception d'une décision de libération inconditionnelle.

Elle donne les motifs de sa décision le plus tôt possible après avoir rendu sa décision.

Accusés

À l'heure actuelle, la Commission maintient sa compétence à l'égard d'environ 1 600 personnes.

Conférences préparatoires à l'audience

Au cours des dernières années, la Commission a mis en œuvre un processus de conférences préparatoires aux audiences afin de gérer les cas complexes ou potentiellement longs, dans tous les cas où elle ou l'une des parties a établi que l'audience devait durer plus d'une heure et demie. Ce processus a permis à la Commission de rationaliser au mieux le temps consacré aux audiences d'examen annuel. Il joue en outre un rôle clé en faisant en sorte que les problèmes soient cernés de façon proactive et que les ressources nécessaires soient affectées aux cas plus complexes.

Autres mesures potentielles d'efficacité en cours d'élaboration

- 1) Fournir un ordinateur portable aux membres de chaque comité d'audience afin de leur permettre d'envoyer par courriel les notes de service relatives à la décision, éliminant certains retards. Cette innovation pourrait en outre aider les comités à confirmer leurs décisions, à éviter les erreurs et à reconnaître les problèmes avant leur dissolution afin qu'il soit possible d'obtenir des précisions sur leur décision.
- 2) Permettre aux membres d'ouvrir une session et d'avoir accès à un bavardoir afin de les tenir au courant des questions qui touchent la Commission et de compléter les autres efforts officiels de sensibilisation.
- 3) Poursuivre l'élaboration de la section d'ouverture de session destinée aux membres sur le site Web de la Commission ontarienne d'examen où ceux-ci peuvent accéder à des ressources.
- 4) Fournir des clés USB cryptées grâce auxquelles les membres peuvent utiliser le programme de balisage pour lire les documents et se préparer aux audiences. Il s'agit d'un effort de la Commission ontarienne d'examen pour appuyer l'initiative verte visant à utiliser moins de papier.

Nouveau président

La Commission ontarienne d'examen, qui travaille actuellement avec un nouveau président, est prête pour l'année de transition à venir.

Structure organisationnelle

Membres de la Commission

Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme par décret chaque membre de la commission d'examen. Le *Code criminel* exige que cette dernière soit composée d'au moins cinq membres. Il prévoit spécifiquement qu'au moins un membre doit être autorisé à exercer la psychiatrie. S'il y a un seul psychiatre, il doit y avoir au moins une autre personne dont « la formation et l'expérience relèvent de la santé mentale et qui est autorisée à exercer la médecine ou la profession de psychologue ». Les membres de la Commission ontarienne d'examen doivent être résidents de l'Ontario.

Le président de la Commission d'examen d'une province doit être un juge ou un juge à la retraite de la cour fédérale, d'une cour supérieure d'une province ou d'une cour de district ou de comté ou une personne qui remplit les conditions de nomination à un tel poste. Par définition, le terme « président » s'entend non seulement du président nommé par le conseil des ministres provincial, mais également de tout autre membre compétent que le président désigne comme « président suppléant » pour agir en son nom. Le quorum d'une commission d'examen est constitué du président, d'un psychiatre et « d'un autre membre ».

La Commission se compose de 164 membres :

46 présidents/présidents suppléments;
11 avocats;
81 psychiatres/psychologues;
26 membres du public.

Les membres de la Commission sont répartis dans toute la province et peuvent tenir des audiences en anglais et en français.

Effectif

Les activités de la Commission sont appuyées par un effectif de 18 membres qui occupent les postes énumérés ci-dessous.

Président
Registreur et chef de service
Attaché de direction
Registreur adjoint
Administrateur des ordonnances de la Commission
Administrateur des ordonnances de la Commission
Administrateur des ordonnances de la Commission
Coordonnateur des cas
Coordonnateur de la distribution des documents
Commis à la distribution et à la gestion des documents
Coordonnateur des services opérationnels
Adjoint administratif et financier
Réceptionniste-secrétaire bilingue
Secrétaire du président/de l'avocat
Agent des systèmes

Orientation stratégique

Le travail de la commission d'examen continue d'évoluer sur le plan quantitatif et qualitatif. Il y a eu une hausse bien documentée du nombre d'accusés relevant de la compétence de la commission d'examen. De plus, à la suite de la décision que la Cour suprême du Canada a rendue en 2010 dans l'affaire *Regina c. Conway*, la compétence de chaque commission d'examen de se prononcer sur les requêtes présentées en vertu de la *Charte* et de fournir des mesures correctrices relevant de sa compétence légale a été confirmée. Ces facteurs exigent que la Commission fournisse à ses membres un soutien juridique continu et l'améliore afin de s'assurer que les processus de la Commission et l'application du droit substantiel à son processus décisionnel reposent sur de solides bases juridiques. Ils font en sorte de servir l'administration de la justice, le public et les parties qui comparaissent devant la Commission.

Par conséquent, la Commission ontarienne d'examen doit être capable de s'adapter et de réagir à l'évolution des circonstances afin d'offrir le meilleur système possible pour remplir son mandat, de renforcer les relations avec les parties intéressées et d'en tenir compte. En 2012-2015, elle prévoit se concentrer sur les domaines clés suivants :

Initiatives auxquelles participent des tiers

La Commission ontarienne d'examen :

- a joué un rôle important dans la création du Tribunal de Toronto pour les personnes ayant des troubles mentaux (« Tribunal 102 ») dans la ville de Toronto, qui a été constitué pour identifier les personnes souffrant d'un trouble mental qui ont des démêlés avec la justice et accélérer leur évaluation afin que leur cas puisse être traité rapidement. Ce tribunal aide en outre les accusés à se mettre en relation avec des travailleurs en santé mentale et offre des traitements de suivi dans la collectivité. Il a contribué à fournir de l'aide et un modèle aux sept tribunaux spécialisés en problèmes de santé mentale de la province, qui continuent d'œuvrer pour améliorer le système et la qualité des résultats pour les participants. Le tribunal reçoit régulièrement des visiteurs du monde entier qui sont intéressés à créer des tribunaux semblables dans leurs territoires de compétence;
- est souvent appelée à jouer un rôle de premier plan, étant l'une des commissions d'examen les plus occupées du Canada. Elle a en outre continué d'entretenir des relations de collaboration avec d'autres commissions provinciales d'examen grâce à l'accroissement des communications et à l'organisation d'une réunion annuelle avec les autres commissions;
- répond aux questions des collectivités judiciaires, juridiques, médicales et universitaires à travers le Canada sur son mandat et sa compétence;
- est à la disposition des tribunaux et de la magistrature à des fins de consultation sur les questions qui peuvent surgir lorsqu'une personne accusée est déclarée non criminellement responsable ou inapte, s'efforce d'améliorer le respect des délais et la qualité des services fournis au système de justice pénale et à l'ensemble de la collectivité et favorise le soutien offert aux personnes accusées qui relèvent de sa

compétence;

- travaille de concert avec le gouvernement fédéral et d'autres commissions provinciales d'examen afin d'appuyer la recherche et de recommander l'élaboration de politiques par voie de modifications du *Code criminel*;
- poursuivra ses efforts pour rationaliser les audiences et en promouvoir l'efficacité, surtout en ce qui a trait aux audiences initiales et aux audiences relatives à la restriction des libertés. Cela peut l'amener à consulter les parties intéressées et à entreprendre des projets pilotes pour mettre à l'essai les procédures de fixation des dates et d'audience.

Gestion de l'information et technologie de l'information

La Commission :

- continuera de verser ses décisions et les motifs de celles-ci dans QuickLaw et WestLaw, ce qui permettra à la communauté juridique d'accéder aux décisions de la Commission ontarienne d'examen et favorisera la transparence du processus;
- continuera de mettre à jour et d'agrandir son site Web afin de fournir au public et aux médias des renseignements sur la Commission ontarienne d'examen;
- continuera d'accroître sa capacité de communication par voie électronique avec ses membres et les parties dans le but d'accroître l'efficacité;
- créera sur son site Web une section sur les ressources destinées aux membres qui comprendra des ressources de soutien juridique à jour et des versions accessibles aux membres de la partie XX.1 du *Code criminel*, fournira des liens vers la jurisprudence et ses décisions, comprendra un classeur électronique des décisions importantes doté d'une table des matières détaillée et offrira en outre des outils élaborés par des membres, dont des bulletins d'information d'intérêt juridique et clinique.

Sensibilisation et apprentissage continu

La Commission s'est fermement engagée à fournir un service et une expertise de haute qualité à la collectivité et aux personnes accusées qui comparaissent devant elle. La sensibilisation et la formation de ses membres, qui constituent un élément clé de cet engagement, sont assurées de nombreuses façons tout au long de la période de 2012 à 2015 :

- Formation des nouveaux membres de la Commission : Les nouveaux membres continueront de recevoir des documents et des ressources, notamment des diapositives, de la jurisprudence et des manuels, qui sont spécialement axés sur leurs besoins. De plus, les nouveaux membres reçoivent une formation et ont l'occasion d'observer sur place des audiences avant d'être assignés à siéger.
- Séances annuelles de sensibilisation : La Commission continuera d'offrir trois séances de sensibilisation chaque année, dont une conférence annuelle à l'intention de tous les membres et une conférence de sensibilisation à l'intention des membres du personnel juridique/présidents suppléants et des membres du public, de même que des réunions à l'intention des praticiens en santé mentale (psychologues et psychiatres) au besoin. En consultation avec le président et l'avocat de la

Commission, le coordonnateur des ressources psychiatriques de cette dernière présentera des conférenciers et des programmes conçus pour fournir aux membres de la Commission l'information clinique la plus récente qui se rapporte à leur travail quotidien à titre de décideurs.

- **Communiqués périodiques :** La Commission communiquera à ses membres les mises à jour et les changements apportés à la loi et à la psychiatrie/psychologie médico-légales tout au long de l'année. Elle s'assurera que ses membres (avocats, juges, profanes et professionnels en santé mentale) sont au fait des progrès scientifiques, cliniques et juridiques se rapportant aux processus d'arbitrage, de médecine légale et de prise de décisions auxquels ils doivent participer.
- La Commission fournira aux membres du personnel et à ses membres des ressources, de la formation et des programmes de renforcement de l'esprit d'équipe adaptés aux rôles et aux responsabilités de chaque groupe.

Relation avec le ministère de la Santé et des Soins de longue durée

La Loi de 2009 sur la responsabilisation et la gouvernance des tribunaux décisionnels et les nominations à ces tribunaux vise à faire en sorte que la Commission fonctionne de façon responsable, transparente et efficace, tout en préservant l'indépendance de ses décisions. La Loi a été complètement promulguée en juin 2011 et la commission veille au respect des exigences énoncées dans les documents de responsabilisation et à la conformité au nouveau processus de nomination pour les organismes d'arbitrage.

Elle exige que tous les tribunaux décisionnels déposent huit documents de responsabilisation en matière de gouvernance et à l'égard du public et les rendent accessibles au public. De plus, la Loi exige la réalisation d'un examen administratif du tribunal une fois tous les six ans. La rédaction d'un protocole d'entente nouveau ou révisé au moment de la nomination d'un nouveau président est exigée.

La Commission ontarienne d'examen s'assurera que tous les membres signent un nouveau code de conduite au plus tard le 31 mars 2013. Elle remplira les huit documents suivants et les rendra publics :

1. protocole d'entente;
2. énoncé de mandat et de mission;
3. politique en matière de consultation;
4. politique relative aux normes de service;
5. plan d'éthique;
6. cadre de responsabilisation des membres;
7. plan d'activités;
8. rapport annuel.

Analyse du contexte : évaluation des enjeux auxquels fait face la Commission

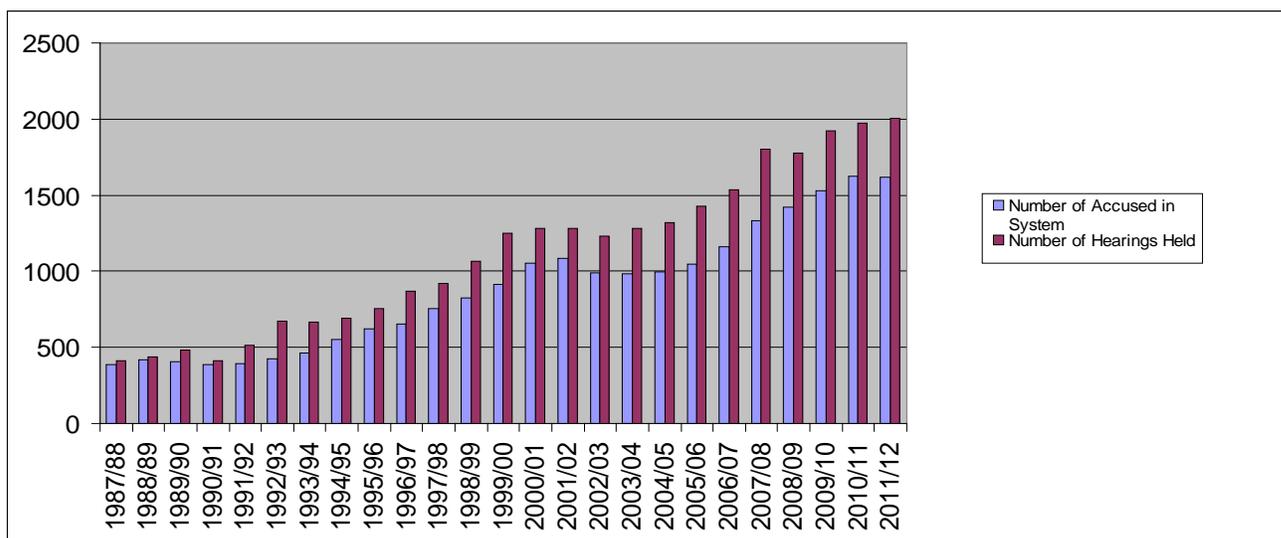
Augmentation de la charge de travail

À l'heure actuelle, la Commission compte plus de 1 600 personnes relevant de sa compétence. Chacune en est venue à relever de la Commission à la suite d'un verdict d'inaptitude à subir son procès, de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux ou de non-culpabilité pour cause d'aliénation rendu par un tribunal. Le dernier verdict renvoie aux personnes qui sont entrées dans le système avant 1992, année où le projet de loi C-30 a remplacé le verdict de « non-culpabilité pour cause d'aliénation » par celui de « non-responsabilité criminelle ».

Augmentation du nombre d'audiences

La Commission est non seulement tenue de tenir une audience initiale pour chaque nouvel accusé dans un délai prescrit, mais elle doit également tenir une audience annuelle pour chaque accusé déjà présent dans le système. Par conséquent, à mesure que le nombre d'accusés qui entrent dans le système augmente, le nombre d'audiences initiales s'accroît également. Lorsqu'un plus grand nombre de personnes entrent dans le système qu'il n'en sort, l'augmentation subséquente des audiences annuelles exerce une pression continue. (Voir la section « Mesures du rendement et objectifs » pour connaître les délais précis.)

Nombre d'accusés par rapport au nombre d'audiences



Le nombre d'accusés qui relèvent de la compétence de la Commission a augmenté d'environ 75 % depuis 1999 (décision *Winko*). Par exemple, en 1999-2000, le nombre d'accusés relevant de la compétence de la Commission s'élevait à 913. Au cours des dix dernières années, il y a eu en moyenne 250 nouveaux accusés par année. Cela a entraîné une hausse du nombre d'audiences. Comparativement à 2002-2003, année où la Commission a tenu 1 233 audiences, elle en a tenu 2 004 en 2011-2012.

Au fur et à mesure que les avocats, qui représentent le procureur général et la personne accusée, se familiarisent avec la partie XX.1 du *Code criminel*, il semble en résulter une augmentation du nombre de verdicts d'inaptitude et de non-responsabilité criminelle. Parallèlement, la complexité des audiences, l'examen public et l'intérêt que les médias

accordent aux causes qui retiennent l'attention s'accroissent également. La plupart des hôpitaux ont désormais choisi d'être représentés par un avocat aux audiences. De plus, de récentes décisions d'appel ont de nouveau mis l'accent sur la nécessité de fixer et de tenir sans délai certaines audiences, ce qui augmente les pressions administratives et budgétaires. La Commission n'exerce aucun contrôle sur ces tendances.

Modifications apportées au *Code criminel*

En 2006, la partie XX.1 a été modifiée d'un certain nombre de façons. Certains de ces changements ont modifié la compétence de la Commission et l'ont aidée à remplir son mandat sur les plans de la recherche et de l'obtention d'information. D'autres ont accru ses obligations et celles-ci se sont traduites par une hausse des coûts. Il convient de noter les changements suivants :

- Preuve liée aux répercussions sur les victimes et participation de ces dernières

La Commission se conforme à l'exigence d'aviser les victimes des instances à venir et de leur droit en vertu de la loi de fournir par écrit une déclaration de la victime ou d'assister à l'instance et d'y lire leur déclaration devant la Commission en personne. Cette importante obligation a été remplie au moyen des ressources existantes. À l'heure actuelle, 60 % des quelque 1 300 victimes avec lesquelles on a communiqué et à qui on a offert cette possibilité ont fourni des preuves liées aux répercussions sur les victimes à des fins d'utilisation aux audiences.

- Évaluations ordonnées par la Commission

La capacité de la commission d'examen d'ordonner des évaluations en vertu de l'article 672.121 du *Code criminel* améliore sa capacité de s'acquitter de sa fonction inquisitoire et de son mandat. La commission d'examen rend des ordonnances d'évaluation et reçoit le rapport d'un psychiatre conformément à chacune de ces ordonnances. En 2009-2010, 40 ordonnances d'évaluation ont été rendues, en 2010-2011, 32 et, en 2011-2012, 16.

- Recommandation de sursis d'instance par la Commission pour les personnes inaptes de façon permanente

Conformément à la décision que la Cour suprême du Canada a rendue dans l'affaire *Demers*, la commission d'examen peut désormais recommander que le tribunal qui a jugé l'accusé inapte tienne une audience et accorde un sursis d'instance. Il faut pour cela que la Commission conclue que la personne est inapte de façon permanente et qu'elle ne représente plus un risque important pour la sécurité du public. Ce changement législatif permet aux tribunaux de conserver leur pouvoir de rendre des décisions définitives, mais permet aux commissions d'examen de formuler des recommandations. Cette modification permet aux personnes souffrant de troubles mentaux qui sont inaptes de façon permanente de sortir du système, alors qu'en vertu du régime législatif précédent, elles ne seraient pas admissibles à une libération inconditionnelle, malgré le fait qu'elles ne représentent plus une menace pour le public. En 2009, on a recommandé d'accorder un sursis d'instance à 5 accusés inaptes en vertu de cet article.

Transfert des hôpitaux psychiatriques provinciaux

Tous les hôpitaux psychiatriques provinciaux anciennement administrés par le gouvernement de l'Ontario ont désormais été transférés, notamment le Centre de soins de santé mentale Waypoint, le seul établissement à sécurité maximale. La gouvernance de ces hôpitaux a été transférée à des organismes de contrôle publics, comme des conseils d'administration. Jusqu'à maintenant, ce changement de gouvernance n'a pas eu d'incidence profonde sur les processus et la prestation globale des services de la Commission ontarienne d'examen. Cependant, certains faits indiquent que les intervenants du système médico-légal se tourneront vers la Commission comme source d'indemnisation relativement aux coûts liés aux audiences, et au-delà. Cette question a récemment été plaidée dans l'affaire *R. c. Taylor* [2010] ONCA 35 (CanLII) dans laquelle la Cour d'appel de l'Ontario a conclu que la Commission, *par l'entremise* du ministère de la Santé, est tenue de financer les coûts des évaluations qu'elle a ordonnées. La Commission continuera d'évaluer les répercussions du transfert sur ses activités et d'en faire rapport à mesure que des questions seront soulevées. Il s'agit d'une situation anormale en ce sens que les évaluations psychiatriques ordonnées par les tribunaux relativement au même accusé sont payées par le ministère du Procureur général.

Ressources nécessaires pour atteindre les buts et les objectifs

Ressources financières

La Commission reçoit son financement annuel en vertu d'un crédit et d'un poste distincts. Les affectations budgétaires de la Commission sont demeurées stables, à 3 975 400 \$ de 2008-2009 à 2011-2012, et, tout au long de cette période, elle a dépassé son budget afin de respecter des obligations en vertu de la loi. Le déficit découlait d'une augmentation de la charge de travail et des coûts de fonctionnement connexes de la Commission. Le gouvernement a « rajusté » les affectations budgétaires, qui se sont chiffrées à 7 035 900 \$ au cours de l'exercice 2012-2013. Cependant, selon les tendances récentes, la Commission ontarienne d'examen n'anticipe aucun changement en ce qui a trait aux pressions qui s'exercent sur les coûts découlant de la charge de travail ou des coûts relatifs aux ordonnances d'évaluation qu'elle rend.

	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Affectations	3 975 400	3 975 400	3 975 400
Dépenses	6 802 699	7 349 259	7 121 298

Charges de fonctionnement proposées

Catégorie de dépenses	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Traitements et salaires	1 224 222	1 248 706	1 273 681
Avantages sociaux	166 340	169 667	173 060
Transport et communications	782 268	797 913	813 872
Services	4 870 353	4 967 760	5 067 115
Fournitures et matériel	52 441	53 490	54 560
Total	7 095 624	7 237 536	7 382 288

Ressources humaines

Membres de la Commission

Afin de s'assurer que les audiences se tiennent de façon efficace et efficiente, il est essentiel que la Commission continue d'attirer des personnes qualifiées et chevronnées qui rendront des décisions dans le cadre de ses audiences conformément au *Code criminel*. Ce dernier exige qu'un psychiatre et un président suppléant soient présents à chaque audience. La Commission continue de bénéficier des services des juges à la retraite et des avocats chevronnés respectés qui siègent à titre de présidents suppléants, mais il est essentiel qu'elle maintienne un nombre suffisant de psychiatres, y compris des psychiatres francophones, qui doivent être disponibles à titre de membres de la Commission pour participer à des audiences partout dans la province. Le président s'assure que la diversité de l'Ontario se reflète au sein des membres de la Commission.

Personnel

Les membres du personnel s'engagent à travailler dans les délais fixés par la loi afin de s'acquitter du mandat de la Commission. Cependant, l'augmentation de la charge de travail, l'emploi à plein rendement des ÉTP et les pressions budgétaires posent tous ensemble un défi à la Commission. Cette dernière continue d'examiner régulièrement ses processus opérationnels afin d'assurer un équilibre entre la charge de travail et les ressources humaines.

En raison du nombre élevé d'audiences, la publication des décisions et de leurs motifs en temps opportun peut en outre poser un problème aux membres du personnel administratif de la Commission.

Mesures du rendement et objectifs

Comme cela a été mentionné, la fonction de base de la Commission ontarienne d'examen consiste à tenir des audiences et à rendre des décisions conformément au *Code criminel* et dans le respect des délais fixés par la loi. Pour les audiences initiales, elle doit le faire dans les 45 ou 90 jours après que le tribunal a rendu son verdict, selon le cas. Une fois qu'une

décision initiale a été rendue, la commission d'examen doit tenir une audience tous les 12 mois par la suite, tant que la Commission demeure compétente à l'égard de la personne. La conformité à ces exigences législatives représente la principale mesure du rendement de la Commission.

Les membres de la Commission, qui sont tous nommés à temps partiel, font généralement preuve de souplesse pour pallier aux variations de la demande relativement à la fixation des dates des audiences en fonction des délais prescrits par la loi. Bien que le calendrier des audiences soit respecté à la lettre, les exigences administratives de chaque audience peuvent nuire au rendement de la Commission.

Gestion du rendement

À l'heure actuelle, les décisions sont généralement rendues dans un délai de deux jours à deux semaines après l'audience. Les motifs des décisions sont publiés par après. La priorité de la Commission est de rendre une décision dans les dix jours suivant l'audience.

Celle-ci poursuit en outre un certain nombre d'initiatives qui peuvent contribuer à réduire les coûts des audiences et à faciliter le processus, dont les suivantes :

- sensibiliser les membres de la Commission aux questions administratives;
- collaborer avec les autres commissions provinciales d'examen afin de formuler des recommandations à l'intention du gouvernement fédéral relativement aux changements proposés au *Code criminel* du Canada;
- travailler de concert avec les hôpitaux psychiatriques désignés de la province à l'élaboration de mesures visant à réduire les coûts globaux des audiences et à améliorer l'efficacité;
- améliorer l'efficacité administrative grâce à la technologie.

Objectifs

Le respect des délais prescrits par le *Code criminel* du Canada représente l'objectif principal de la Commission ontarienne d'examen. La date limite annuelle est fixée en fonction de l'audience précédente pour chaque accusé.

- La Commission fixera la date des audiences et les convoquera 45 jours après que les tribunaux ont rendu leurs verdicts de non-responsabilité criminelle ou d'incapacité.
- La Commission fixera la date des audiences et les convoquera 90 jours après un verdict de non-responsabilité criminelle ou d'incapacité si le tribunal rend une décision.
- La Commission fixera la date des audiences le plus tôt possible à la suite d'un avis de restriction des libertés et au moment de procéder à des examens anticipés.
- La Commission fixera la date des audiences annuelles 12 mois suivant la date de la décision.
- La Commission rendra ses décisions dans les 10 jours suivant les audiences.

La Commission encouragera tous les membres à fournir les motifs des décisions dans un délai de 60 jours pour les affaires courantes et le plus tôt possible pour les cas plus complexes. Elle tient à jour un système qui permet d'assurer le suivi de la conformité à ces objectifs et de l'encourager.

La Commission continuera à explorer des méthodes en vue d'accroître l'efficacité de ses activités et procédés et de fournir des services de haute qualité.

Évaluation et gestion du risque

RISQUE	GESTION DU RISQUE
<p>La Commission est un tribunal quasi judiciaire dont les décisions sont rendues par un comité.</p> <p>Le manque de preuves et (ou) d'information sur les risques importants et les évaluations cliniques peuvent avoir des conséquences sur la liberté et le traitement de l'accusé et la sécurité du public.</p>	<p>Un comité se compose d'un président suppléant, d'un membre du personnel juridique, de deux membres psychiatres ou d'un membre psychiatre et d'un membre psychologue, ainsi que d'un membre du public.</p> <p>Le comité possède une expertise dans les domaines du droit criminel, de la psychiatrie légale et de la santé mentale. La Commission a le pouvoir d'ordonner des évaluations.</p>
<p>Le <i>Code criminel</i> prévoit spécifiquement qu'au moins l'un des membres de la commission doit être autorisé à exercer la psychiatrie et, s'il y a un seul psychiatre, qu'il y ait au moins une autre personne dont « la formation et l'expérience relèvent de la santé mentale et qui est autorisée à exercer la médecine ou la profession de psychologue ».</p> <p>En cas de pénurie de membres psychiatres, les audiences seraient reportées, ce qui empêcherait la Commission de s'acquitter de son mandat.</p>	<p>Le président et les membres de l'équipe de gestion examinent régulièrement un certain nombre de nominations de membres psychiatres en vue de déterminer les régions de l'Ontario qui requièrent un nombre plus élevé de tels membres.</p>
<p>Les membres de la Commission sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil de chaque province. Un décret est publié pour chaque membre nommé à la commission.</p> <p>Tout retard concernant les nominations et les renouvellements de mandat ferait en sorte que les membres ne soient pas assez nombreux pour convoquer les audiences dans l'ensemble de la province dans les délais prescrits par la loi.</p>	<p>Le président examine régulièrement la liste des membres et formule des recommandations appropriées à l'intention du Secrétariat des nominations afin de s'assurer que des nouveaux membres sont nommés et, le cas échéant, que les membres actuels sont nommés pour un nouveau mandat avant la date d'expiration du décret.</p>
<p>La question préjudicielle soulevée à chaque</p>	<p>Le président, l'avocat et le coordonnateur</p>

RISQUE	GESTION DU RISQUE
<p>audience consiste à déterminer si l'accusé représente un risque important pour la sécurité du public. Il peut s'agir d'une décision complexe et difficile à prendre.</p> <p>Le cas échéant, une autre décision doit être rendue quant à la façon dont l'accusé sera ensuite supervisé. La Commission doit décider si celui-ci sera détenu et, le cas échéant, déterminer le niveau de sécurité et l'accès qu'il aura à la collectivité.</p>	<p>des ressources psychiatriques contribuent à la formation de nouveaux membres. L'observation des audiences et la formation sont confirmées dès la réception du décret. Les nouveaux membres ne sont pas assignés aux audiences avant la fin du programme de formation.</p> <p>La Commission continue d'offrir des séances de formation sur des sujets pertinents et de communiquer les mises à jour dans les domaines du droit et de la psychiatrie légale.</p>
<p>Le <i>Code criminel</i> du Canada oblige la Commission à fixer la date des audiences dans les 45 ou 90 jours suivant le verdict du tribunal ou tous les 12 mois ou plus souvent par la suite, conformément au délai prescrit par la loi.</p> <p>L'augmentation de la charge de travail a eu une incidence sur la capacité de la Commission de respecter les délais prescrits par le <i>Code criminel</i>.</p> <p>Le défaut de la Commission de s'acquitter de son mandat dans les délais prescrits pourrait entraîner de graves conséquences, comme l'accroissement de la surveillance en appel et la perte potentielle de confiance à l'égard des processus de la Commission, une intrusion injustifiée dans la liberté des personnes ayant droit à une liberté accrue ou l'accroissement du risque pour le public en raison des délais.</p>	<p>Les rapports quotidiens sur la fixation des dates des audiences initiales et les rapports mensuels sur la détermination de la charge de travail sont produits automatiquement à partir du système de gestion des cas et examinés par la direction, en collaboration avec le personnel.</p> <p>Les administrateurs des ordonnances de la Commission se servent des rapports de situation relatifs aux décisions et aux motifs pour vérifier, avec les présidents suppléants, le nombre de décisions en délibéré qui doivent être rendues dans les 45 ou 90 jours et les motifs qui doivent être publiés dans le délai normal de 60 jours auquel s'attend la Commission. Ces rapports constituent un outil de gestion des priorités sur le plan de la charge de travail et de résolution des problèmes relatifs au travail en retard en raison de l'augmentation de la charge de travail ou de l'absence du personnel, en collaboration avec les administrateurs de relève affectés.</p>
<p>La hausse constante de la charge de travail de la Commission ontarienne d'examen et l'augmentation de l'<i>indemnité journalière</i> des membres conformément aux directives du gouvernement exercent une pression constante sur le budget qui lui est accordé.</p>	<p>Tenir le ministère au courant des dépenses en produisant des rapports financiers en temps opportun. La Commission commence dès le début de l'exercice à se préparer à une pénurie de fonds et à la gérer au moyen d'une ordonnance du Conseil du Trésor.</p>

Plan de communication

Publics cibles

- Membres de la Commission
- Parties, y compris les accusés et les membres du personnel hospitalier et clinique
- Autres commissions d'examen canadiennes
- Ministère de la Santé et des Soins de longue durée
- Gouvernement fédéral
- Ministère fédéral de la Justice
- Procureur général
- Services de police
- Magistrature
- Public

Membres de la Commission

- Réunion annuelle de la Commission – Conseiller et renseigner les membres sur les nouvelles questions et les préoccupations constantes dont ils doivent être au courant.
- Séances de formation tout au long de l'année
- Communication continue sur les principaux cas au Canada
- Le site Web renfermera une section réservée aux membres qui viendra compléter la sensibilisation et la formation continues et qui favorisera l'échange d'idées et de renseignements.

Parties

- Sensibilisation à la défense des droits de toutes les parties par voie de communications écrites, d'occasions de s'exprimer et de participation à des comités et des séminaires
- Les décisions et les motifs de celles-ci sont fournis aux services d'information juridique ainsi qu'à QuickLaw et WestLaw pour permettre à la communauté juridique d'accéder aux décisions de la Commission ontarienne d'examen.

Commissions provinciales d'examen

- Réunion annuelle avec d'autres commissions canadiennes d'examen
- Communication continue tout au long de l'année entre les présidents, les avocats et le personnel administratif
- Liaison avec le gouvernement fédéral par l'entremise du Comité permanent de la justice en ce qui concerne les modifications recommandées, les initiatives de recherche, etc.

Ministère de la Santé et des Soins de longue durée

- Liaison avec la Direction de la gestion ministérielle afin d'assurer la prestation opportune et efficace de services et la responsabilisation.
- Mises à jour sur les activités de communication qui peuvent avoir une incidence directe sur le ministère.

Procureur général

- Prestation de services conseils et écoute des représentants du bureau du Procureur général en ce qui a trait aux politiques, aux appels, aux pratiques exemplaires en matière de défense des droits et aux impératifs de procédure de la partie XX.1 du *Code criminel*
- Discussions et communications fréquentes et continues, y compris la participation chaque année à la conférence annuelle de sensibilisation et de formation des avocats de la Couronne

Public

- Mise à jour régulière du site Web afin de garder le public informé
- Accès aux décisions de la Commission dans QuickLaw et WestLaw par l'entremise de ces services d'information juridique

Services de police

- Information des services de police régionaux en envoyant à l'O.P.P. des copies de toutes les décisions et de leurs motifs à des fins d'entrée de données à l'échelle du Canada dans le CIPC.
- Communications avec la police au sujet de l'accusé, de l'explication de l'accès à la collectivité, du registre des délinquants sexuels et de l'avis envoyé à la victime.

La Commission maintiendra ses relations avec les intervenants et les parties intéressées du système médico-légal, les autres commissions d'examen du Canada, les parties et les principaux partenaires, dont les membres de la magistrature, dans le but de résoudre les problèmes mutuels et de définir des stratégies permettant à tout le monde d'y faire face.